

**Modernisation
des scieries**

Pour valoriser les produits
forestiers p. 10

Palette

Un bon impact
environnemental p. 15

Fiche

Un panneau surprenant
p. 37

Droit

Les biens sans maître
p. 40

Forêts de France

Dossier : Modernisation des scieries pour valoriser les produits forestiers

Bernard Rerat

N° 564 Juin 2013



Est-il déjà trop tard pour moderniser les scieries françaises ?

La nécessaire modernisation des scieries françaises.

La modernisation des scieries

Une nécessité pour valoriser les produits de la forêt française

L'internationalisation des marchés amplifie les effets de la crise économique. La filière forêt-bois française n'échappe pas à la morosité ambiante. Confronté au défi de la globalisation, le secteur de la première transformation est particulièrement concerné. Le Fonds de modernisation des scieries et son bras armé Oseo, visent à améliorer la compétitivité de la branche.



« *L*e gâchis de la filière bois ». C'est ainsi qu'un hebdomadaire économique national¹ titrait récemment un article sur le paradoxe du secteur en France.

Alors que notre forêt nationale est moitié plus étendue que celle des Allemands, l'ensemble des activités de la filière réalise un chiffre d'affaires presque deux fois inférieur à celui de nos voisins d'Outre-Rhin. En richesse produite, les Allemands font encore mieux : leur filière crée quatre fois plus d'emplois que la nôtre. Quant au déficit de la balance commerciale française du

bois, il paraît chronique et dépassera encore les 6 milliards d'euros en 2012.

Le mal est structurellement profond. Les causes en sont connues. Et la lumière ne jaillira pas du nième rapport sur l'état de la filière confié cette fois-ci au député Jean-Yves Caultet². Les forestiers et les industriels déplorent cet empilement de dossiers qui ne se traduisent que par des poncifs généralement suivis de peu d'effets.

Pourtant, il y a urgence. En suscitant une concurrence sauvage, la mondialisation exacerbe les clivages, accentuant les faiblesses des uns, renforçant les forces des autres. En France, non seulement la forêt

pâtit d'un extrême morcellement du foncier privé qui freine la mobilisation de la récolte, mais en plus, la 1^{re} et la 2^e transformations des bois peinent à valoriser le fruit des sylviculteurs. Confrontée à l'impitoyable loi de l'économie libérale, la filière forêt-bois nationale voit sa compétitivité s'effriter au fil des ans.

Concurrence déloyale ?

Le cas de nos scieries est symptomatique de la situation dans laquelle se débat la branche. En connaisseur du dossier, Maurice Chalayer, président de l'Observatoire du métier de la scierie, plante le décor.

PHOTOS B. BÉRAT

La Scierie Chaumontet investit pour pérenniser son activité

Jean-Claude Chaumontet dirige la scierie du même nom en Haute-Savoie. De petite taille, son entreprise a bénéficié d'un prêt Oseo lui permettant de compléter un investissement vital pour l'avenir de sa société.

Quelles sont les caractéristiques de votre entreprise ?

Localisée en Haute-Savoie, notre scierie emploie une douzaine de salariés pour un chiffre d'affaires annuel de 3 millions d'euros. Elle s'approvisionne localement, principalement en épicéa et sapin, à raison de 18 000 m³ de grumes par an. Depuis quelques années, nous complétons nos achats par du douglas provenant du Haut-Beaujolais. Notre production, qui s'élève à environ 8 000 m³ de sciages annuellement, se compose exclusivement de charpentes en débits sur liste, c'est-à-dire résultant de commandes spécifiques et sur mesure de nos clients. Ceux-ci sont des artisans, charpentiers et constructeurs du massif alpin. Ils opèrent dans une région de montagnes où, traditionnellement, les constructions requièrent des grosses sections et des grandes longueurs. Cependant, une nouvelle tendance émerge avec le développement de la maison à ossature bois. Notre philosophie est de répondre aux exigences de nos clients en proposant des bois de qualité, hors cœur et à dimensions. Nous accompagnons notre offre par des prestations de services en séchage, traitement, rabotage et même en livraison sur chantiers. Nous sommes donc une petite scierie de services à caractère plutôt artisanal, flexible et souple, de façon à s'adapter à des sollicitations très personnalisées de ses clients.

Récemment, vous avez modernisé toute la partie amont de votre scierie.

Effectivement, nous avons refait entièrement notre parc à grumes en l'équipant de nouveaux matériels. Un chariot de découpe, un réducteur de pattes et une écorceuse ont été installés. Nous avons également revu le deck d'approvisionnement qui est maintenant équipé d'un convoyeur. Par ailleurs, l'ensemble est désormais commandé par un logiciel informatique. Pour mener à bien cette modernisation, nous avons dû engager, en septembre 2012, un investissement dont le coût total s'élève à 850 000 euros.

Quelles sont les raisons de cet investissement dont une partie du financement a été assurée par Oseo ?

Nous avons effectivement obtenu d'Oseo un prêt de 190 000 euros et ce, dans de bonnes conditions de remboursement. Cette opportunité nous a permis de compléter notre financement et de faciliter la prise de décision des banques pour nous prêter la somme principale d'argent prévue au dossier. Doté d'une écorceuse obsolète, notre ancien système d'approvisionnement n'était plus en mesure de pourvoir aux besoins en bois de notre appareil de sciage. La capacité de production de celui-ci avait en effet été augmentée dernièrement avec l'acquisition d'un ruban bi-coupe, d'un double canter et d'une déligneuse. Par ailleurs, nous souhaitons être encore plus réactifs afin de pourvoir fournir toujours plus rapidement nos clients. Ce que nous faisons aujourd'hui dans un délai de 24 heures. Pour une petite entreprise comme la nôtre, la modernisation de l'outil de production est une condition de survie. Investir est aussi un signe de bonne santé et cela assure la pérennité de notre activité. Sans cet investissement, nous étions condamnés à disparaître.

PROPOS RECUEILLIS PAR BR

« La France perd une scierie tous les trois jours, soit une centaine par an. Aujourd'hui, selon la dernière enquête annuelle de branche, ce sont moins de 8,5 millions de mètres cubes de sciages par an qui sortent des 1 740 scieries nationales. »

Côté production, cela semble une dégringolade sans fond. Dans les années 1990, à une époque où l'on comptait encore sept mille scieries dans l'Hexagone, le

volume de sciages fabriqués dépassait les 11 millions de mètres cubes (voir encadré). Il est revenu sous la barre des 9 millions de mètres cubes en 2011, et il y a fort à parier, avec l'atonie des marchés due à la crise, que les chiffres 2012 et 2013 seront encore pires. Dans les feuillus, la chute est vertigineuse, soit près de 60 % de sciages produits en moins sur les trente dernières années. Même le chêne n'est pas épargné (- 43 %),

le peuplier (-68 %) et le hêtre (-65 %) étant encore plus sinistrés. En 1990, la France pointait en tête des producteurs de sciages feuillus en Europe avec plus de 3,3 millions de mètres cubes produits. Aujourd'hui, les scieurs français fabriquent moins de 1,4 million de mètres cubes de sciages feuillus et des pays comme la Roumanie et la Russie nous ont dépassés.

Comment en est-on arrivé là ? Les scieurs français avancent une explication, pointant du doigt une concurrence asiatique qu'ils jugent déloyale. « En France, nos coûts de revient dépassent les 50 euros par mètre cube scié. En Indonésie, c'est cinq fois moins. » P-DG des scieries Eurochêne et les Avivés de l'Est, Éric Julien exporte des planches de chêne et de hêtre en Chine et en Asie du Sud-Est, depuis le milieu des années 1990.

De retour d'une récente tournée commerciale dans ces contrées lointaines, il évoque le cas du Vietnam où « le salaire d'un ouvrier non qualifié en production atteint tout juste 100 euros par mois, pour six jours de travail par semaine et sans congés annuels payés ». Dans ces conditions, les fabricants européens de meubles, naguère clients des scieurs français ont soit disparu, soit délocalisé. D'autres ont évolué vers l'assemblage ou plus prosaïquement vers la distribution. « Quant aux grands distributeurs européens de mobilier, ils font fabriquer aujourd'hui en Asie, et leurs produits arrivent en Europe à des prix inférieurs à 30 % aux tarifs des producteurs européens. » Comment donc s'étonner, devant le délitement de leur clientèle traditionnelle, que le nombre de scieries se réduise comme peau de chagrin en France ?

Moderniser l'outil de production

Les scieries françaises peuvent-elles être encore guéries du mal qui les affaiblit ? Dans un environnement macro-économique leur échappant, le remède à appliquer n'est pas garanti. « La rentabilité d'une scierie dépend de quatre éléments principaux : le prix d'achat des bois, le prix de vente des produits sciés et des connexes, le coût de revient du sciage et le rendement matière. » Étienne Renaud, président du Syndicat des scieurs de résineux de Franche-Comté, estime que la marge de manœuvre est faible. Pratiquement nulle sur la variable prix des sciages qui se détermine à l'échelle planétaire, elle semble très limitée sur le prix d'achat des bois, notamment résineux, vu le contexte tendu des approvisionnements.

La Scierie Dubot augmente sa productivité

La Scierie Dubot et Fils vient d'engager 13 millions d'euros d'investissements en quelques années dans un important programme d'augmentation de capacité. Jean-Jacques Dubot explique qu'une partie du financement, sous forme d'emprunt, provient d'Oseo dans le cadre du Fonds de modernisation des scieries.

Quelles sont les activités de Scierie Dubot et Fils ?

Notre entreprise familiale se situe à Saint-Avit, dans le Puy-de-Dôme, une région à forte densité de douglas d'où notre spécialisation dans cette essence. Nous disposons de deux scieries. La première est une petite unité de feuillus, majoritairement du chêne, pour un volume annuel de 12 000 m³. La seconde est une entité beaucoup plus industrielle puisqu'elle transforme environ 200 000 m³ de résineux par an. Grâce à trois lignes de production, nous pouvons passer du petit billon d'épicéa à la grosse grume de douglas. Nous séchons et traitons les bois selon les commandes en proposant une gamme de produits très variés. Par ailleurs, nous sommes associés avec trois charpentiers et deux scieurs dans Bois Collé d'Auvergne, une nouvelle usine qui fabrique depuis 2012 des produits élaborés en bois massif abouté et en bois massif reconstitué. Au total, la Scierie Dubot occupe cinquante-sept salariés, pour un chiffre d'affaires approchant 16 millions d'euros.

D'importants investissements ont été réalisés ces dernières années sur le site de la scierie de résineux ?

Oui, depuis 2010, nous avons engagé un programme pour un total investi de 13 millions d'euros. En 2012, nous avons bénéficié d'un prêt d'Oseo de 200 000 euros, somme qui nous a permis de boucler le financement de ce projet conséquent. L'aire de stockage des grumes a reçu un second parc à billons de manière à alimenter l'objet principal de notre investissement, c'est-à-dire une nouvelle ligne petits bois. Celle-ci est équipée d'un double canter EWD pouvant scier jusqu'à 40 cm de diamètre, d'une déligneuse et d'un trieur empileur. Avec une autre ligne canter bois moyen et une scie à ruban bi-coupe dédiée aux gros diamètres, nous sommes maintenant en mesure de transformer, en toute grosseur, 1 000 m³ de bois par jour. Par ailleurs, début 2012, nous avons mis en service trois nouvelles cellules de séchage Cathild – dont une de 700 m³ –, portant la capacité totale installée à 1 000 m³.

Pourquoi ces investissements ?

Nous poursuivons une stratégie d'augmentation de capacité et d'amélioration de notre productivité. Nous disposions d'une petite unité peu rentable et nous avons voulu créer une scierie petits bois beaucoup plus productive. C'est le cas grâce à notre nouvelle ligne canter qui, avec cinq salariés, transforme en moyenne 300 m³ par jour. Mais notre objectif n'est pas seulement de fabriquer des sciages à des coûts rentables. Avec du matériel plus moderne et mécanisé, nous offrons désormais plus de confort de travail à notre personnel dans un secteur d'activités où il existe des difficultés de recrutement. Nos salariés sont également motivés par l'arrivée de nouveaux outils plus techniques, demandant plus de connaissances et de responsabilités. De plus, nous affichons notre volonté d'aller vers la 2^e transformation des bois en fabriquant des produits à plus forte valeur ajoutée. Le séchage, par exemple, nous ouvre de nouveaux marchés et étoffe notre portefeuille clients. Enfin, notre projet de rabotage devrait élargir notre gamme de produits en parquet, lambris, bardage, terrasse... et ce, essentiellement à base de douglas. Cela nous permettra de toucher le secteur du bricolage et des particuliers, les négoce indépendants et les industriels de la construction.



Jean-Jacques Dubot.

SCIERIE DUBOT

PROPOS RECUEILLIS PAR B. R.

La chute de la production des scieries françaises

Production de sciages en milliers de m³

	1990	2006	2011	Variation 1990-2011
Production totale	11 026	10 157	8 861	- 19,6 %
Production résineux	6 955	7 995	7 213	+ 3,7 %
Dont sapin-épicéa	3 406	4 579	3 975	+16,7 %
pin maritime	2 104	1 619	1 721	- 18,2 %
douglas	-	855	733	-
Production feuillus	3 303	1 800	1 380	- 58,2 %
Dont chêne	1 051	844	602	- 42,8 %
hêtre	966	418	340	- 64,8 %
peuplier	924	360	296	- 68 %

Source : Agreste



Pour Maurice Chalayer, les scieurs n'ont pas d'autres choix que de moderniser leur outil de production.



Éric Julien signale la distorsion de concurrence dans le monde de la scierie.



D'après Étienne Renaud, la marge de manœuvre des scieurs est faible.

Reste donc le facteur production. « *Tous les scieurs ont en ligne de mire le triptyque : optimisation, productivité, rentabilité.* » Maurice Chalayer pense que pour rester compétitives et espérer exister dans un environnement commercial et économique rendu très concurrentiel par la crise, les scieurs n'ont pas d'autres choix que de moderniser leur outil de travail.

Nicolas Douzain, nouveau directeur de la FNB (Fédération nationale du bois), ne dit pas autre chose. Il confirme la nécessité d'améliorer la productivité des scieries en modernisant les parcs à grumes, les convoyeurs d'approvisionnement, le tri et le classement des grumes, billons et sciages, l'empilage et l'emballage automatique des produits finis. Nicolas Douzain souligne également l'obligation de la mise aux normes des entreprises et des outils, en conformité avec la législation.

Tous les spécialistes le disent, le scieur doit aussi regarder du côté de la deuxième

transformation des bois pour fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée. Ces produits sont déjà largement maîtrisés par nos concurrents germaniques ou scandinaves : planches séchées, traitées, rabotées, usinées..., finitions poussées, charpentes taillées, bois massifs aboutés ou reconstitués, poutres lamellées, collées...

Oseo et le Fonds de modernisation des scieries françaises

Ce constat n'est pas nouveau. Des scieurs n'ont pas attendu les démonstrations magistrales des multiples comités Théodule caractérisant le fonctionnement des pouvoirs publics français, pour réagir. La scierie Dubot, par exemple, vient d'investir 13 millions d'euros dans un outil adapté aux singularités de la forêt française (voir interview Jean-Jacques Dubot). Ses trois lignes performantes de sciage (petits, moyens et gros bois) lui permettent désormais de transformer tout type de grumes et billons. Par

ailleurs, l'installation de cellules de séchage et une usine de rabotage à venir soulignent la volonté de cette entreprise de rechercher de la valeur ajoutée.

Mais quand une petite société familiale de ce type doit investir l'équivalent de son chiffre d'affaires annuel dans un outil plus rentable, la question n'est plus technique mais financière. C'est dans le but de finaliser les dossiers d'investissements que le ministère de l'Agriculture a mis en place le Fonds de modernisation des scieries. Oseo, la future branche de financement de la Banque publique d'investissement (BPI), en constitue le bras armé.

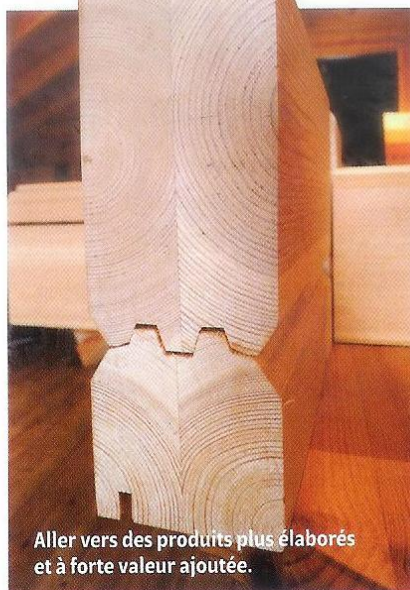
Si elles sont éligibles, les entreprises de travaux forestiers et les scieries souhaitant investir, peuvent profiter d'un prêt participatif de développement. « *L'intérêt du dispositif est qu'il permet d'obtenir des financements sous forme de prêts sans obligation de garanties sur les actifs de l'entreprise.* » Nicolas Douzain a collaboré au dossier au titre de la FNB. D'après lui, ces facilités viennent en complément de prêts classiques accordés par les banquiers, en aidant au bouclage des dossiers en attente de financements complémentaires.

Les prêts consentis accompagnent le financement du développement ou de l'extension d'activités des entreprises concernées. Les projets aidés vont de l'amont des scieries (y compris l'approvisionnement), jusqu'aux projets de valorisation des produits en deuxième transformation. En revanche, ne sont pas directement retenus les investissements sur le bois énergie, la cogénération et la granulation, le fonds chaleur apportant ses aides spécifiques dans ces cas précis. De même, les restructurations financières et les opérations de création et de transmission d'entreprises sont exclues du dispositif.

D'après Oseo, le montant des prêts (200 000 euros maximum) est plafonné à l'équivalent du total des fonds propres de l'emprunteur. La durée de remboursement s'effectue sur cinq ans sans différé d'amortissement en capital (sept ans avec différé). En 2012, le taux d'intérêt des prêts était légèrement inférieur à 4 %, Oseo indiquant que le fonds qui bénéficie d'une aide de l'État, respecte la réglementation européenne en vigueur.

Une initiative qui arrive trop tard ?

Le Fonds de modernisation des scieries entre dans sa deuxième année de fonctionnement. « *En avril 2013, nous avons comp-*



Aller vers des produits plus élaborés et à forte valeur ajoutée.

tabilisé soixante-treize entreprises ayant bénéficié de prêts pour un montant supérieur à 10 millions d'euros. » Chez Oseo, Vanessa Godet précise que l'enveloppe totale disponible sera portée à 16,5 millions d'euros d'ici la fin de l'année. L'effet d'entraînement sur les dossiers d'investissements représentera environ 110 millions d'euros de concours bancaires et de fonds propres engagés par les scieries.

Si le Fonds de modernisation des scieries françaises est une initiative salubre, certains professionnels notent cependant la baisse des aides publiques destinées à la filière. « *Le désengagement de l'État est une réalité. Le programme Adibois qui délivrait des subventions aux scieries, a été supprimé début 2013.* » À la FNB, Nicolas Douzain regrette que les leviers d'aides aux scieries hexagonales tombent les uns après les autres.

Pour d'autres professionnels, les priorités du moment sont ailleurs et dans le très court terme. L'activité de la construction a continué de plonger au premier trimestre 2013, le prix des sciages résineux baisse depuis fin 2012. Président de JuraSciages, Raymond Bertin estime qu'actuellement l'urgence absolue est le financement de la trésorerie des entreprises. D'après lui, celles-ci ont de gros besoins en fonds propres en raison des difficultés de paiement de leurs clients. « *Le bilan des scieries est catastrophique, affirme ce scieur. En trente ans de métier, je n'ai jamais connu une telle situation.* » La modernisation des scieries françaises est-elle une question déjà dépassée ?

BERNARD RÉRAT

(1) Challenges n° 332, 14 février 2013.

(2) Nouveau président du conseil d'administration de l'ONF.

(3) Portant sur l'année 2010.